Le pluralisme judiciaire en Occident musulman médiéval et la place du *cadi* dans l'organisation judiciaire

Nejmeddine Hentati

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/beo/3226>

DOI : 10.4000/beo.3226

ISSN : 2077-4079

Éditeur

Presses de l'Institut français du Proche-Orient

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2015

Pagination : 57-78

ISBN : 978-2-35159-707-1

ISSN : 0253-1623

Référence électronique

Nejmeddine Hentati, « Le pluralisme judiciaire en Occident musulman médiéval et la place du *cadi* dans l'organisation judiciaire », *Bulletin d'études orientales* [En ligne], LXIII | 2015, mis en ligne le 01 avril 2017, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/beo/3226> ; DOI : 10.4000/beo.3226

Le pluralisme judiciaire en Occident musulman médiéval et la place du cadī dans l'organisation judiciaire

Nejmeddine HENTATI

Résumé : En commentant la relation entre le cadī et le prince, M. Gaudefroy-Demombynes estime que « l'indépendance du cadī est une vue théorique qui ne résiste pas aux réalités ». L'objet de cet article est de réexaminer cette thèse en considérant la question du pluralisme judiciaire en Occident musulman médiéval. Dans une première partie, nous passons en revue les aspects de ce pluralisme d'après les sources juridiques mālikites et quelques recherches récentes. Le dénombrement des juridictions, ainsi que l'énonciation de leurs différentes attributions, varient d'une source à l'autre. Dans une seconde partie, nous analysons la place du cadī dans cet ensemble complexe de juridictions, la nature de sa relation avec les différentes institutions qui peuvent menacer son autorité, l'évolution de cette dernière, et les mesures prises par les juristes mālikites en vue de la renforcer. Sans tomber dans l'exagération de M. Gaudefroy-Demombynes, qui voit dans le cadī un subordonné inconditionnel du souverain, il apparaît que les cadīs de l'Occident musulman médiéval parvinrent à frayer leur chemin, non sans difficultés, et à s'affirmer. Ce phénomène eut lieu tout particulièrement en Ifrīqiya à l'époque aḡlabide, au Maroc et en al-Andalus sous les Almoravides. Sous les Ḥafṣides, en revanche, le cadī d'Ifrīqiya s'affaiblit, avec l'apparition de cadīs aux compétences limitées et l'affirmation progressive du rôle du mufti.

Mots-clés : Occident musulman médiéval, Maghreb, al-Andalus, cadī, grand cadī, mālikisme, indépendance de la magistrature, justice religieuse et séculière.

Abstract: Commenting on the relationship between the *qāḍī* and the prince, M. Gaudefroy-Demombynes believed that « the independence of the *qāḍī* is a theoretical view that cannot withstand the realities. » The purpose of this article is to examine this thesis by considering the issue of legal pluralism in the medieval Islamic West. The first part reviews the main aspects of this pluralism on the basis of Mālikī legal sources and recent research. The number of courts, as well as the definition of their specific functions, varies from one source to another. In the second part, we analyze the place of the *qāḍī* in this complex of courts, the nature of his relationship with the various institutions that could threaten his authority, the evolution of this authority, and the measures taken by Mālikī jurists to strengthen the *qāḍī*'s position. Without falling into an exaggeration such as that of Gaudefroy-Demombynes, who saw in

the *qāḍī* an unconditional subordinate of the sovereign, it appears that *qāḍī*-s of the medieval Islamic West managed, not without difficulties to make their own way and to assert themselves. This evolution can be observed especially in Ifrīqiya under the Aghlabids, and in Morocco and al-Andalus under the Almoravids. Under the Ḥafṣids, however, the *qāḍī* of Ifrīqiya weakened, as judges with limited jurisdiction appeared and muftis progressively asserted their role.

Keywords: Medieval Islamic West, Maghreb, al-Andalus, *qāḍī*, Grand *Qāḍī*, *mālikism*, independence of the judiciary, religious and secular justice.

المخلص : عندما تطرق غوديفرو ديمومبين إلى العلاقة بين القاضي والسلطان، اعتبر أن « استقلال القاضي هو رأي نظري لا يصمد أمام الوقائع ». تهدف هذه الدراسة إلى اختبار هذه النظرية من خلال معالجة مسألة التعددية القضائية في الغرب الإسلامي الوسيط. استعرضنا في الجزء الأول مظاهر التعددية من خلال مصادر الفقه المالكي وبعض الدراسات الحديثة. وتختلف تلك المصادر في تحديد عدد المؤسسات القضائية وفي ضبط صلاحياتها. في الجزء الثاني تحدثنا عن مكانة القاضي ضمن هذه المجموعة المعقدة من المؤسسات، وعن طبيعة علاقته بها، لاسيما أن تلك المؤسسات قد تنافسه في نفوذه، وعن تطور هذا النفوذ، والإجراءات التي اتخذها فقهاء المالكية بهدف دعمه. ودون الوقوع في مبالغة غوديفرو ديمومبين الذي اعتبر القاضي تابعا للسلطان دون قيد، يبدو أن قضاة الغرب الإسلامي الوسيط تمكنوا من تمهيد العقبات، رغم الصعوبات، وفرض وجودهم. يصحّ هذا خاصة بالنسبة إلى إفريقية في العهد الأغلبي، والمغرب الأقصى والأندلس في عهد المرابطين. وبالمقابل، ضعف نفوذ القاضي بإفريقية في العهد الحفصي، نتيجة لظهور قضاة ذوي صلاحيات محدودة، وتنامي نفوذ المفتي.

الكلمات المحورية : الغرب الإسلامي الوسيط، المغرب، الأندلس، قاضي، قاضي الجماعة، مالكية، استقلال القضاء، سلطان، القضاء الديني وغير الديني.

En commentant la relation entre le cadī et le prince, Maurice Gaudefroy-Demombynes estime que « l'indépendance du cadī est une vue théorique qui ne résiste pas aux réalités ¹ ». Le prince, détenteur suprême de l'autorité temporelle et spirituelle, délègue certaines de ses compétences judiciaires au cadī et à d'autres instances judiciaires : c'est ce qui a permis à certains chercheurs comme Émile Tyan et Baber Johansen de parler de pluralisme judiciaire dans l'histoire musulmane. L'objet de cet article est de réexaminer la thèse de M. Gaudefroy-Demombynes en considérant la question du pluralisme judiciaire en Occident musulman médiéval.

Dans une première partie, nous tenterons de passer en revue les aspects de ce pluralisme d'après les sources juridiques mālikites et quelques recherches récentes. Le dénombrement des juridictions, ainsi que l'énonciation de leurs différentes attributions, varient d'une source à l'autre ². Notre attention sera particulièrement centrée sur deux magistrats, à savoir le cadī et le *muḥtasib*, prévôt du marché. Dans une seconde partie, nous analyserons la place du cadī dans cet ensemble complexe de juridictions, la nature de sa relation avec les différentes institutions qui peuvent menacer son autorité, l'évolution de cette dernière, et les mesures prises par les juristes mālikites en vue de la renforcer. *

Pluralisme judiciaire

Le pluralisme d'après les sources mālikites et les recherches récentes

En passant en revue les consultations juridiques de Mālik b. Anas (m. 179/795) et de celles de sa génération, nous remarquons une certaine imprécision quant à la juridiction apte à exercer la justice. Ainsi, dans un litige qui concerne la fraude dans la mesure, Mālik parle du *sultān*, « autorité » ³, et non pas du *ṣāḥib al-sūq* ⁴, « prévôt du marché ». Ibn al-Māğīšūn (m. 212/827) et Muṭarrif (m. 214/829) emploient aussi le terme *imām*, « souverain », pour discuter du même litige ⁵. Cette imprécision ne signifie pas que ces juristes ignorent la juridiction du *ṣāḥib al-sūq*, puisque Mālik emploie ce terme dans une

* Je remercie le comité de lecture du BEO, particulièrement Mathieu Tillier, pour ses remarques à propos de cet article

1. GAUDEFRY-DEMOMBYNES 1939, p. 118.

2. À propos de ces sources, voir ci-dessous la suite de cette sous-partie.

3. Al-Burzulī, *Ġāmi' masā'il al-aḥkām*, III, p. 143.

4. Le titre de ce magistrat a beaucoup varié d'une source à l'autre : *ṣāḥib aḥkām al-sūq*, *ṣāḥib al-sūq*, *nāzir aḥkām al-sūq*, *ṣāḥib al-mazālim*, *wālī al-mazālim*, *āmīl al-sūq*, *wālī al-ḥisba*. Il s'agit du futur *muḥtasib*, ainsi appelé en Orient à partir de l'époque d'al-Ma'mūn (r. 198-218/813-833). Ce titre sera adopté en Ifrīqiya au IV^e/X^e siècle et en al-Andalus au V^e/XI^e siècle (TALBI et CAHEN, « *Ḥisba*, I. Généralités », *Et*, III, p. 503 ; LÉVI-PROVENÇAL 1953, p. 148 ; DACHRAOUI 1981, p. 420. Cf. MÜLLER 2000a, p. 334, où l'auteur fait la différence entre *ṣāḥib al-sūq* et *muḥtasib*).

5. Al-Burzulī, *Ġāmi'*, III, p. 198, 200. Voir un autre exemple de litige examiné par Ibn al-Qāsim (m. 191/806) et Aṣḥab b. 'Abd al-'Azīz (m. 204/819), disciples de Mālik (al-Burzulī, *Ġāmi'*, VI, p. 178).

affaire qui porte sur la vente de dattes couvertes et non aérées ⁶. Elle atteste plutôt du flottement qui existait entre les charges, à une époque où les limites entre les affaires revenant à chaque juridiction ne sont pas encore d'une netteté parfaite.

Hichem Djaït remarque ce phénomène lorsqu'il évoque les compétences du gouverneur, du cadi et du préfet de police en Ifrīqiya au II^e/VIII^e siècle. « Nous sommes ici dans une phase de transition où les linéaments de ce que sera la justice aghlabide ne sont qu'ébauchées ⁷ », note-t-il. Mais les linéaments de cette justice se précisèrent-ils vraiment à l'époque aghlabide (184-296/800-909) ? La question n'est pas si simple à résoudre, car bien plus tard, dans une autre province, Ibn Qayyim al-Ġawziyya (m. 767/1365) considère encore qu'il n'existe pas de limites entre les juridictions dans le *šar'*, la loi religieuse ⁸. M.H. Chérif remarque d'ailleurs à propos de la Tunisie du XVIII^e siècle : « La justice religieuse du cadi [...] a dans ses attributions tout ce qui a trait au statut personnel et aux affaires de religion proprement dites : un immense domaine aux frontières mal définies avec des juridictions « sultaniennes » d'une part, coutumières de l'autre ⁹ ».

Alors que Mālik b. Anas ne fut jamais cadi, il semblerait que le gouverneur de Médine lui ait déferé deux parties plaignantes – dont l'une d'elles était un poète –, pour que celui-ci examine leur différend, chose qu'il sut parfaitement faire ¹⁰. Cette affaire montre que le gouverneur était reconnu au II^e/VIII^e comme détenteur du droit de rendre des jugements. Elle montre aussi que le mufti – rôle qu'assume ici Mālik – avait son mot à dire dans ces jugements.

ʿAbd Allāh b. Wahb (m. 197/812), disciple de Mālik, rapporte d'après Yahyā b. Saʿīd (m. 143/760) que tous ceux qui ont droit de juridiction – à savoir le gouverneur, le cadi et le préfet de police –, une fois qu'ils ont appliqué le *ḥadd* (peine légale) à l'encontre d'une partie, ne peuvent être tenus pour responsables dans le cas où cette dernière est décédée des suites du châtement ¹¹. Cette consultation cite trois instances ayant droit d'infliger les peines légales et vraisemblablement aussi celui d'exercer la justice : le gouverneur, le cadi et le préfet de police. Si l'on ajoute les deux juridictions citées ci-dessus, celles du mufti ¹² et du prévôt du marché, cinq instances au total disposaient d'un tel droit.

6. Al-Burzulī, *Ġāmi'*, III, p. 199.

7. DJAÏT 1968, p. 101.

8. Cité par Ibn Farḥūn, *Tabṣirat al-ḥukkām*, I, p. 12.

9. CHÉRIF 1980, p. 582.

10. Al-Ḥuṣānī, *Quḍāt Qurṭuba*, p. 81 ; voir un autre exemple dans Ibn Abī Zayd al-Qayrawānī, *al-Nawādir wa-l-ziyādāt*, X, p. 300 ; voir aussi al-Zawāwī, *Manāqib Mālik*, p. 30.

11. Al-Burzulī, *Ġāmi'*, IV, p. 64 ; al-Nubāhī, *Kitāb al-marqaba al-ʿulyā*, p. 6. Voir aussi Saḥnūn, *Mudawwana*, XII, p. 146 ; XVI, p. 260.

12. Le rôle du mufti s'affirma au fil du temps. En traitant du mufti en Ifrīqiya à l'époque zīride (362-563/973-1167), H.R. IDRIS exagère lorsqu'il affirme : « Le cadi tranche, le mufti prononce » (IDRIS 1962, II, p. 572). Cette distinction se précisa plus tard, à l'époque ḥafṣide (627-982/1229-1574) (Ibn Abī Dīnār, *al-Muʿnis fī aḥbār Ifrīqiya wa-Tūnis*, p. 292 ; BRUNSCHVIG 1940-1947, II, p. 139142). La même évolution se produisit au Maroc à l'époque mérinide (668-869/1269-1465) (POWERS 2002, p. 229).

Ces données permettent de parler de pluralisme judiciaire au sein de l'Islam. Cette situation poussa certains juristes à recenser les juridictions, à les définir et surtout à délimiter leurs compétences. Le šāfi'ite al-Māwardī (m. 450/1058), dans *al-Aḥkām al-sulṭāniyya*, semble le premier à s'être lancé dans cette entreprise. Par la suite, les mālikites Ibn Ḥaldūn (m. 808/1406) et Abū'Abd Allāh al-'Uqbānī (m. 871/1467) s'inspirèrent largement de son essai. De leur côté, les juristes andalous se penchèrent sur ce problème tout en tenant compte de la réalité et de l'expérience de leur province. Ainsi peut-on citer Ibn Sahl (m. 486/1093) et Ibn Salmūn (m. 767/1365), qui inspirèrent largement Ibn Farḥūn (m. 799/1397) dans sa *Tabṣira* ¹³.

L'Andalou Ibn Sahl (m. 486/1093) énumère six formes de représentants judiciaires : le cadī, le *ṣāḥib al-maẓālim* chargé du redressement des abus, le *ṣāḥib al-radd* ¹⁴, le *ṣāḥib al-madīna* ¹⁵, préfet de la ville, le *ṣāḥib al-ṣurṭa*, préfet de la police ¹⁶ et le *ṣāḥib al-sūq* ¹⁷. En évitant d'avancer des chiffres, Ibn Farḥūn tente de distinguer ceux qui ont droit de regard sur tout litige, comme le calife, le vizir de délégation (*wazīr al-tafwīd*), le gouverneur de province, le chargé du redressement des abus et le cadī, et ceux qui ont un domaine précis de compétence, à savoir le collecteur d'impôts, le cadī des mariages, etc. ¹⁸. Comme on peut le remarquer, plus on avance dans le temps, plus le nombre de juridictions augmente.

Sur la base de ces sources, certains chercheurs contemporains ont à leur tour tenté de décrire le système judiciaire dans sa pluralité. Citons à titre d'exemple Émile Tyan, Robert Brunschwig, Évariste Lévi-Provençal, Baber Johansen, Christian Müller et tout récemment Mathieu Tillier ¹⁹. B. Johansen énumère sept institutions : le cadī, le prévôt du marché, le *ṣāḥib al-maẓālim* chargé du redressement des abus, le chef de la police, les collecteurs d'impôts, le préposé à la justice au sein de l'armée, le préposé à la justice politique (*siyāsa*) exercée par le calife ou son appareil de répression contre les opposants à son pouvoir ²⁰. Pour adapter ce schéma à l'Occident musulman médiéval, il faut ajouter d'autres juridictions

13. Ibn Farḥūn a consulté aussi al-Qarāfī (m. 684/1285) et Ibn Qayyim al-Ġawziyya (m. 767/1365).

14. C'est à lui qu'on renvoyait certains jugements. Il ne prononçait les siens que sur des affaires paraissant douteuses aux cadis, qui dès lors s'en déchargeaient (al-Nubāhī, *Marqaba*, p. 5 ; LÉVI-PROVENÇAL 1953, III, p. 144). Il s'agit d'une juridiction spécifiquement andalouse.

15. Il examine les différends ou les délits qui ne sont pas de la compétence du cadī. Sa fonction, selon Ibn al-Abbār, était distincte de celle du préfet de police jusqu'au VI^e/XII^e siècle. Puis elle se confondit avec celle du préfet de police selon Ibn Ḥaldūn (LÉVI-PROVENÇAL 1953, III, p. 155 ; ARIÉ 1990, p. 298 ; MARÍN, « *Shurṭa* », *EI*², IX, p. 530-531).

16. Appelé par al-Ḥuraṣī *qāḍī al-ṣurṭa* (al-Ḥuraṣī, *Ṣarḥ al-Ḥuraṣī*, VII, p. 487), il appliquait la justice répressive. Il lui était interdit de se prononcer sur quatre genres d'affaires : celles qui concernent l'incapacité légale, les biens des absents, le partage des biens entre mineurs et majeurs et les peines légales (*ḥudūd*). Il pouvait se prononcer sur toute autre affaire (Ibn Farḥūn, *Tabṣira*, I, p. 66).

17. Al-Wanṣarīsī, *al-Mi'yār al-mu'rib*, X, p. 77. Ce nombre varie d'une source à l'autre car l'exercice de la *ṣurṭa* est parfois divisé en trois catégories (al-Nubāhī, *Marqaba*, p. 5 ; al-Burzulī, *Ġāmi'*, IV, p. 6).

18. Ibn Farḥūn, *Tabṣira*, I, p. 14-15.

19. TILLIER 2009 ; TILLIER 2011.

20. JOHANSEN 1999, p. 181.

comme le *ḥākim*²¹, le *ṣāḥib al-radd*, le *ṣāḥib al-madīna*, le mufti et le *ḥakam* (*arbitre*), bien que la juridiction de ce dernier relève de la justice privée.

Pour l'époque almoravide, Vincent Lagardère classe ces formes de justices selon deux ordres :

- La judicature de premier ordre du Maghreb et des trois régions d'al-Andalus : les cadis de *kūra* (les cadis de province²²), les cadis de la *qā'ida* (les cadis des grandes villes), le cadi du *ḡund* (cadi de la circonscription territoriale), le cadi de la *maḥalla* (le cadi du camp).
- La judicature de deuxième ordre, correspondant à l'exercice de charges judiciaires mineures au niveau des quartiers des villes et des localités : le *ṣāḥib al-aḥkām*, le *ṣāḥib al-manākiḥ* (cadi des mariages), le *faqīh bi-l-musaddid* (petit juge dans les villages²³) et le *qāḍī al-miyāh* (cadi des eaux)²⁴.

Émile Tyan procède à une autre classification :

- Organismes purement administratifs concourant à l'exercice de fonctions judiciaires tels que la *ṣurṭa* et la *ḥisba*.
- Juridictions apparues au cours de l'histoire et qui ne sont pas maintenues de façon durable, comme la juridiction du *ḥāḡib*.
- Juridictions spéciales ou d'exception comme celle du *qāḍī al-'askar*, cadi de l'armée.
- Juridiction exercée par les chefs du pouvoir exécutif suivant la procédure des *maḡālim*²⁵.

Mais il semble que la classification la plus courante soit celle qui se fonde sur un critère religieux²⁶. Ainsi parle-t-on de justice religieuse représentée par le cadi, de justice semi-séculière représentée par le *muḥtasib* (prévôt du marché) et de justice séculière représentée par le souverain ou le gouverneur, le *ṣāḥib al-ṣurṭa*, le *ṣāḥib al-madīna* et le *ḥākim*.

Toutes ces données montrent que la judicature n'était pas monopolisée par le cadi. Le pluralisme judiciaire qui ressort ici de manière évidente fut responsable de chevauchements de compétences.

21. Juge inférieur, dépendant du cadi, le *ḥākim* semble avoir été un officier de justice à la fois administrative et policière. Son pouvoir était limité à des litiges mineurs. Son rôle consistait surtout à traiter les abus de pouvoir commis par les préfets et les agents du fisc. La justice qu'il rendait était semi-séculière, plus souple et plus expéditive que celle du cadi. Cette fonction semble se confondre à partir de l'époque aghlabide avec celle de *ṣāḥib al-maḡālim* et de *muḥtasib* ou *ṣāḥib aḥkām al-sūq*. On retrouve ce magistrat dans la capitale et dans les provinces. *Ḥākim* signifie aussi « cadi de province » (LÉVI-PROVENÇAL 1934, p. 203 ; TYAN 1938-43, I, p. 156 ; DOZY 1927, I, p. 310 ; DACHRAOUI 1981, p. 417 ; IDRIS 1962, II, p. 549 ; ARIÉ 1990, p. 285).

22. C'est ainsi que Vincent Lagardère traduit *kūra* ; E. Lévi-Provençal propose « circonscription provinciale » et « circonscription territoriale » (LÉVI-PROVENÇAL 1953, III, p. 47). DACHRAOUI (1981, p. 416) emploie « circonscription territoriale » et parle de « cadi provincial par chef-lieu de *kūra* ».

23. LÉVI-PROVENÇAL 1953, III, p. 127.

24. LAGARDÈRE 1986, p. 137.

25. TYAN 1938, I, p. 8. Dans son article « *qāḍī* » (*El*², IV, 1978, p. 390), Tyan classe le *qāḍī al-'askar* (juge de l'armée), la *ḥisba*, la *ṣurṭa* et les *maḡālim* parmi les juridictions spéciales, ce qui est plus plausible.

26. Voir par exemple BRUNSCHVIG 1940-47, II, p. 130, 146 ; BRUNSCHVIG 1976, p. 219-269 ; IDRIS 1962, II, p. 248, 249 ; DACHRAOUI 1981, p. 416, 419.

Chevauchements de compétences entre juridictions

La question des chevauchements de compétence apparaît dès lors que les attributions de chaque juridiction ne sont pas définies clairement. Les charges du préfet de police et celles du préfet de la ville se recoupent ainsi partiellement ²⁷. Les limites entre les affaires qui reviennent au *muḥtasib*, au préfet de police et au *cadi* ne sont pas claires ²⁸.

En comparant les compétences du préposé aux *mazālim* à celles du *cadi* et à celles du *muḥtasib*, al-Māwardī affirme en substance que le premier examine les affaires que le *cadi* n'a pas pu résoudre ²⁹, tandis que le *muḥtasib* traite des affaires mineures que le *cadi* éprouve quelques scrupules à démêler ³⁰. Le *cadi*, d'après lui, est l'exécutant ordinaire de la loi religieuse, alors que le *muḥtasib* fonde ses jugements sur le *'urf*, la coutume ³¹. Tandis que ce dernier ne s'occupe que des faits patents, incontestés, et intervient de lui-même sans attendre d'être saisi, le *cadi* juge des faits à propos desquels une plainte a été déposée ³². Ces définitions furent reprises par des auteurs maghrébins tardifs comme Ibn Ḥaldūn ³³ et al-'Uqbānī (m. 871/1467) ³⁴. Ces délimitations de compétences correspondaient-elles à la pratique, notamment dans l'Occident musulman ?

En Ifrīqiya, la *ḥisba* dépendait du gouverneur. Saḥnūn (m. 240/854), le *cadi* de Kairouan, l'exerça en personne entre 234 et 236/848 et 850, puis il la confia à Ḥabīb b. Naṣr, en lui attribuant le titre de *ṣāhib al-mazālim* et limitant sa compétence aux litiges dont la valeur ne dépassait pas vingt dinars. Après quelque temps, la *ḥisba* revint à l'émir Ibrāhīm II (r. 261-289/875-902), qui la confia à al-Ṭurzī ³⁵. Elle fut reprise ensuite par le *cadi* Ḥimās b. Marwān (m. 303/915), qui permit à son titulaire de traiter les litiges ne dépassant pas cent dinars ; puis elle finit par se séparer de la judicature, comme le remarque plus tard Ibn Ḥaldūn ³⁶.

En al-Andalus, le *ṣāhib al-sūq*, qui était aussi connu sous le nom de *ṣāhib al-ḥisba* d'après Ibn Sahl ³⁷, pouvait être nommé soit par le *cadi* soit par le souverain. Il traitait tout type de litiges : transactions commerciales, mariages, divorces, problèmes familiaux et de

27. LÉVI-PROVENÇAL 1953, III, p. 154

28. TALBI et CAHEN, « *Ḥisba*, I. Généralités », *El²*, III, p. 504.

29. Cette institution n'a pas pu se développer en Occident musulman puisque le *cadi* mālikite y exerce aussi la justice des *mazālim* (LÉVI-PROVENÇAL 1953, III, p. 117 ; TYAN 1943, II, p. 4-5 ; FATHA 1999, p. 32).

30. Al-Māwardī, *al-Aḥkām al-sulṭāniya*, p. 394 ; al-'Uqbānī, *Tuḥfat al-Nāzir*, p. 162 ; Ibn Ḥaldūn, *al-Muqaddima*, p. 150.

31. Al-Māwardī, *Aḥkām*, p. 392.

32. Al-Māwardī, *Aḥkām*, p. 393 ; TALBI et CAHEN, « *Ḥisba*, I. Généralités », *El²*, III, p. 504.

33. Ibn Ḥaldūn s'est beaucoup inspiré d'al-Māwardī, mais il a aussi essayé de décrire la réalité de son époque.

34. Al-'Uqbānī, *Tuḥfa*, p. 161-165.

35. DACHRAOUI 1975, p. 24.

36. Ibn Ḥaldūn, *Muqaddima*, p. 150. Al-'Uqbānī dit que l'imam désigne le *muḥtasib* (al-'Uqbānī, *Tuḥfa*, p. 165).

37. Cité par al-Wanṣarīsī, *Mi'yār*, X, p. 77.

voisinage, successions, biens de mainmorte³⁸. Comme le cadi, il consultait les juristes à propos de certaines affaires et examinait la rectitude des témoins³⁹. Lors d'une disette à Cordoue, il lui fut permis de prononcer tout type de châtement contre les malfaiteurs, condamnation à mort et crucifixion comprises⁴⁰. Ici les différences entre le *muḥtasib* et le cadi s'amenuisent tant sur le plan de leurs secteurs d'activité que sur celui de la procédure et de la compétence en matière pénale.

Un autre exemple d'imprécision quant au domaine de compétence peut être cité. Il s'agit de la délivrance à une personne d'un certificat d'indigence afin de lui éviter d'être emprisonnée pour dette. De tels certificats pouvaient être délivrés par le prévôt du marché, par le préfet de police, par le *ḥākim* ou encore par le cadi⁴¹. Cette imprécision concerne à nouveau les compétences civiles et pénales du cadi.

Les écoles juridiques sont partagées quant à l'étendue des compétences du cadi⁴², et ceci explique un certain nombre de controverses entre chercheurs. E. Lévi-Provençal écrit ainsi : « Comme dans le reste de l'Islam, le cadi espagnol n'a pas conservé au X^e siècle les attributions judiciaires globales que la loi religieuse lui confère en principe⁴³ ». E. Tyan souligne que « la compétence du cadi en matière pénale est extrêmement réduite : applicateur du *ṣar'*, loi religieuse, il ne connaît que les délits très peu nombreux qui y sont prévus, encore que leur répression soit exercée concurremment par la *ṣurṭa*, organisme chargé du maintien de l'ordre⁴⁴ ».

Il est certes possible de voir une évolution dans les attributions du cadi. Laissons de côté al-Nubāhī (mort avant la fin du VIII^e/XIV^e siècle), qui reproduit ce que dit al-Māwardī sur les dix attributions du cadi⁴⁵, et contentons-nous des remarques d'Ibn Lubāba (m. 302/914-5) et d'Ibn Salmūn (m. 767/1365). Le premier affirme qu'en matière de justice civile, le cadi andalou juge en dernier ressort des litiges relatifs aux testaments, aux biens de mainmorte, à l'interdiction ou à la capacité, aux partages, aux successions et à l'administration des

38. MÜLLER 2000a, p. 74, 315 ; MÜLLER 2000b, p. 181. Ibn Lubāba (m. 314/926) permet au *ṣāhib al-sūq* de dresser un contrat de mariage (al-Wanṣarīsī, *Mi'yār*, X, p. 102). Ibn al-'Aṭṭār (m. 399/1008) lui permet d'en dresser d'autres concernant une dette, une taxe extraordinaire, une maison, une bête de somme, une propriété dans un village (Ibn al-'Aṭṭār, *Kitāb al-waṭā'iq*, p. 638). Un autre juriste cordouan permet au *muḥtasib* d'examiner les vices des maisons si le mandat de sa nomination le lui permet (al-Wanṣarīsī, *Mi'yār*, X, p. 101).

39. MÜLLER 2000a, p. 314 ; MÜLLER 2000b, p. 184. En Ifrīqiya, al-Sayūrī (m. 462/1067) traite une affaire qui concerne la validité du témoignage devant le *muḥtasib* (al-Burzulī, *Ġāmi'*, IV, p. 275). H.R. Idris a préféré lire *ḥākim* à la place de *muḥtasib* (IDRIS 1962, II, p. 550-551).

40. Il s'agit d'Ibrāhīm b. Ḥusayn b. 'Āṣim, à l'époque de l'émir Muḥammad I (r. 238-273/852-886) (al-Ḥuṣanī, *Quḍāt*, p. 207-208).

41. Ibn al-'Aṭṭār, *Waṭā'iq*, p. 611.

42. Al-Nubāhī, *Marqaba*, p. 6.

43. LÉVI-PROVENÇAL 1932, p. 82.

44. TYAN 1978, p. 390. Cet auteur écrivait ailleurs (TYAN 1938-43, II, p. 8) : « dès la fin du V^e, l'institution cadiale commence à s'étendre considérablement ».

45. Al-Nubāhī, *Marqaba*, p. 5-6 ; al-Māwardī, *Aḥkām*, p. 138-139. Il semble qu'al-Nubāhī cherche à dissimuler sa référence, peut-être parce qu'elle est šāfi'ite.

biens des absents, des orphelins et des incapables ⁴⁶. Plus tard, Ibn Salmūn dit que les cadis sont les seuls à traiter des litiges relatifs aux délits de sang, aux biens de mainmorte, aux testaments et à l'administration des biens des orphelins et des absents : « Telle est la pratique judiciaire en al-Andalous », écrit-il ⁴⁷. Si l'on compare ces deux remarques, il apparaît que le cadi andalou a perdu son droit de regard sur les litiges relatifs aux biens des interdits, aux partages et aux successions. Il s'est en revanche attribué les litiges relatifs aux délits de sang. Ces derniers, rattachés à la justice criminelle et répressive, ont aussi donné lieu à des controverses entre juristes mālikites d'une part ⁴⁸ et entre chercheurs de l'autre.

Si Évariste Lévi-Provençal estime que le cadi andalou est dessaisi de la justice criminelle et répressive depuis une date ancienne ⁴⁹, Joseph Schacht pense que le cadi est « responsable de l'application du *ta'zīr* », peine correctionnelle discrétionnaire, alors que « l'exécution des jugements du *ḥadd*, peine légale, est du devoir de l'Imam ⁵⁰ ». Rachel Arié souligne que « le *ṣāhib al-ṣurṭa*, préfet de police, appliquait les peines correctionnelles *ta'zīr* », alors que « le cadi disposait de peines légales *ḥudūd* ⁵¹ », tandis que Delfina Serrano attribue ces deux genres de peine au cadi almoravide ⁵². Évoquant le cadi en Ifrīqiya au II^e/VIII^e siècle, Hichem Djaīt estime que lui sont imparties « la justice civile et pour autant que les *ḥudūd* avaient une application, la juridiction des *ḥudūd* ⁵³ ». Pour sa part, Baber Johansen parle de transfert des compétences politiques aux cadis et y voit « le signe caractéristique des nouvelles doctrines des XIII^e et XIV^e siècles ⁵⁴ ». Quant à Christian Müller, il estime que la compétence du cadi de Cordoue en matière de *ḥudūd* et de talion fait l'objet de discorde parmi les mālikites, et que ce magistrat l'exerçait probablement au III^e/IX^e siècle ⁵⁵. Il est difficile de se prononcer sur ces thèses si controversées, bien qu'il soit possible de les expliquer en partie par la diversité des contextes géographiques et historiques.

Toutes ces données relatives au cadi et au *muḥtasib* montrent que les tentatives de délimitation des compétences proposées par al-Māwardī et par ses successeurs n'étaient pas en parfaite adéquation avec la pratique.

46. Al-Wanṣarīsī, *Mi'yār*, X, p. 100. Ibn al-Amīn ajoute les litiges relatifs à la généalogie (Ibn Farḥūn, *Tabṣira*, I, p. 65). Cf. MÜLLER 2000b, p. 176.

47. Ibn Salmūn, *al-'Iqd al-munazzim*, II, p. 194.

48. Sur ces controverses, voir par exemple Ibn Abī Zayd, *Nawādir*, VIII, p. 84, 109 ; al-Nubāhī, *Marqaba*, p. 6 ; Ibn Ḥaldūn, *al-Muqaddima*, p. 149 ; al-Burzulī, *Ġāmi'*, IV, p. 34 ; Ibn Farḥūn, *Tabṣira*, I, p. 65 ; al-Wanṣarīsī, *Mi'yār*, X, p. 100.

49. Lévi-Provençal 1953, III, p. 126.

50. SCHACHT 1983, p. 163.

51. ARIÉ 1990, p. 298.

52. SERRANO 2006, p. 491-492.

53. DJAÏT 1968, p. 101.

54. JOHANSEN 1999, p. 189.

55. MÜLLER 2000b, p. 176.

La place du cadi dans l'organisation judiciaire

Un cadicat fragmenté et affaibli

D'après Ibn 'Arafa (m. 803/1401), « le *qāḍī al-ġamā'a* a un droit de regard sur toute affaire, sans limitation. Il est le seul à ne consulter [dans ses décisions] aucune autre autorité ⁵⁶ ». Cette vision théorique des compétences absolues du grand cadi à la période ḥafside (627-982/1229-1574) est loin de concorder avec la réalité telle que l'avait dépeinte R. Brunschvig ⁵⁷.

Signalons que les sources parlent d'autres types de cadis ayant le plus souvent un domaine précis de compétence. Ainsi peut-on citer :

- Le *qāḍī al-miyāh* (cadi des eaux), cité par Mālik b. Anas ⁵⁸, chargé des litiges relatifs au partage des eaux entre paysans ;
- Le *qāḍī al-'askar*, qui accompagne les troupes gouvernementales dans leurs déplacements ; le premier de ce genre attesté en Ifrīqiya est Ġa'āl b. Hā'ān ⁵⁹, nommé par le calife Hišām b. 'Abd al-Malik (r. 105-125/724-743) ⁶⁰ ;
- Le *qāḍī al-maḥalla*, ou « cadi du camp », apparut en Ifrīqiya à la fin de l'époque ḥafside. Il était chargé de rendre la justice et d'assurer l'exercice du culte au sein de l'armée du sultan en campagne ⁶¹ ;
- Le cadi du *ḥaġġ* accompagnait la caravane pendant le pèlerinage. Ibn Baṭṭūṭa (m. 779/1377) accéda à cette magistrature temporaire lorsqu'il entama sa *Rihla* en 725/1325 ⁶² ;
- Le *qāḍī al-ahilla*, ou « cadi des croissants », était chargé de constater l'apparition de la nouvelle lune ;
- Le *qāḍī al-mu'āmalāt* était juge en matière de biens et de contrats. D'après Ibn Abī Dīnār, ce type de juge ainsi que celui des croissants existaient à l'époque ḥafside ⁶³ ;

56. Al-Burzulī, *Ġāmi'*, IV, p. 6 ; al-Wanšarīsī, *Mi'yār*, X, p. 80.

57. BRUNSCHVIG 1940-1947, II, p. 113-150.

58. Ibn Farḥūn, *Tabṣira*, I, p. 14 ; al-Burzulī, *Ġāmi'*, IV, p. 47 ; al-Ḥurašī, *Šarḥ*, VII, p. 487. Ibn al-Qāsim (m. 191/806), disciple de Mālik, parle de *wulāt al-miyāh*, plur. de *wālī*, littéralement, gouverneur des eaux (Saḥnūn, *Mudawwana*, XII, p. 140, 143).

59. Il est appelé *qāḍī al-ġund bi-Ifrīqiya*. Le titre de *qāḍī al-ġund* fut porté par le cadi de Cordoue jusqu'à l'époque de l'émir Muḥammad I (r. 238-273/852-886). Il devient alors *qāḍī al-ġamā'a*, cadi de la communauté (al-Nubāhī, *Marqaba*, p. 21 ; LÉVI-PROVENÇAL 1953, III, p. 118).

60. HOPKINS 1980, p. 203. Ce cadi ne diffère en rien des autres cadis du point de vue de sa formation ou de ses qualifications. Un cadi peut devenir *qāḍī al-'askar*, comme en témoigne le cas de Muḥammad b. Muḥammad al-Maqqarī : celui-ci était *qāḍī al-ġamā'a* de Fès à l'époque du Mérinide Abū 'Inān (r. 752-760/1351-1358) ; démis de ses fonctions, il devint *qāḍī al-'askar* (al-Tunbuktī, *Nayl al-ibtihāġ*, p. 250-251 ; Ibn Ḥaldūn, *al-Ta'rīf bi-Ibn Ḥaldūn*, p. 60-61 ; FATĤA 1999, p. 45, 139).

61. BRUNSCHVIG 1940-1947, II, p. 123.

62. Il semble que ce cadi diffère du *muqaddam al-rakb* cité par al-Burzulī (m. 841/1438) lorsqu'il accomplit le pèlerinage (al-Burzulī, *Ġāmi'*, III, p. 92).

63. Ibn Abī Dīnār, *Mu'nis*, p. 292. R. Brunschvig pense que ces deux postes apparurent après l'époque ḥafside (Brunschvig 1940-47, II, p. 119).

- Le *qāḍī al-ḥuṣūmāt* était un genre de suppléant du grand *cadi*, tranchant entre les parties en la présence de ce dernier ⁶⁴ ;
- Le *qāḍī al-ankiḥa* ou *al-manākiḥ*, « *cadi* des mariages », apparut en Ifrīqiya en 660/1262 d'après Robert Brunschvig ; pourtant une *fatwa* (consultation juridique) attribuée à al-Māzarī (m. 536/1141), remontant à la fin de l'époque zīride (362-563/973-1167), le cite explicitement ⁶⁵.

Les sources mālikites parlent d'autres catégories de *cadis* aux compétences limitées, comme le *qāḍī al-aytām*, *cadi* responsable de la garde des orphelins ⁶⁶, le *qāḍī al-dimā' wa-l-ḥudūd*, celui des délits de sang et des peines légales ⁶⁷. Ibn 'Abdūn signale que le *cadi* a le droit de nommer un substitut chargé de connaître des litiges concernant les artisans ⁶⁸, fonction qui correspond probablement au *amīn al-umanā'*, le surintendant de la Tunis ḥafṣide qui statuait selon le droit coutumier, *al-'urfīyāt* ⁶⁹. Parallèlement, il classe le *ṣāḥib al-mawārīt*, curateur des successions vacantes, parmi les juges andalous ⁷⁰. Cette juridiction est attestée en Ifrīqiya sous 'Ubayd Allāh al-Mahdī en 313/925-926, sous la forme d'un *nāẓir fī-l-mawārīt* ⁷¹.

Ainsi pouvons-nous constater que la grande magistrature n'était pas seulement affaiblie par les magistrats « séculiers » cités plus haut : elle l'était aussi par l'existence de *cadis* aux attributions limitées. La nature des relations entre le grand *cadi* et ces différentes juridictions se doit dès lors d'être examinée. Sur certains points, on remarque une rivalité ; sur d'autres, c'est la complémentarité qui saute aux yeux dans la mesure où certains de ces magistrats secondaires sont nommés par le grand *cadi*.

Si la désignation des *cadis* en al-Andalus était l'affaire du souverain umayyade ⁷², celle des *cadis* en Ifrīqiya connut une certaine évolution. Pour le II^e/VIII^e siècle, Muḥammad al-Ġūdī cite sept *cadis* de Kairouan : trois furent nommés par le calife, trois autres par le gouverneur d'Ifrīqiya ⁷³, et celle du septième, 'Abd Allāh b. Ġānim (m. 190/805), fait l'objet de controverses ⁷⁴. À l'époque aghlabide, et en signe de son indépendance, l'émir se chargea

64. Ibn Abī Dīnār, *Mu'nis*, p. 276. Voir aussi GAUDEFROY-DEMOMBYNES 1939, p. 125-126, qui parle du suppléant qui rend un *ḥukm* (sentence).

65. Al-Burzulī, *Ġāmi'*, IV, p. 72 ; Idris 1962, II, p. 561. Les consultations juridiques d'Ibn Ruṣd (m. 520/1126) prouvent que le *cadi* des mariages était présent aussi bien dans les capitales que dans les autres villes (FATĤA 1999, p. 44).

66. Ibn Farḥūn, *Tabṣira*, I, p. 13.

67. Al-Ḥuraṣī, *Šarḥ*, VII, p. 537 ; al-Dardīr, *al-Šarḥ al-kabīr*, II, p. 1395, note 1.

68. Ibn 'Abdūn, « Traité », p. 24, cité par Ḥasan 1980, p. 166.

69. BRUNSCHVIG 1940-47, II, p. 150 ; BRUNSCHVIG 1976, p. 220. Peut-on rapprocher ce magistrat du *qāḍī al-'āmmī* cité par al-Māwardī, *Adab al-qāḍī*, I, p. 637 ?

70. Ibn 'Abdūn, « Traité », p. 206.

71. Ibn 'Idārī, *al-Bayān al-muġrib*, I, p. 190 ; Idris 1962, II, p. 561, note 24. E. Lévi-Provençal affirme que l'institution du *qāḍī l-mawārīt* connut moins d'ampleur en Orient qu'en Occident (LÉVI-PROVENÇAL 1953, III, p. 151-152, note 2). Contrairement à ce magistrat, il semble que le *ṣāḥib al-aḥbās*, curateur des biens de mainmorte, n'avait pas le droit de rendre des jugements (MÜLLER 2000b, p. 182).

72. LÉVI-PROVENÇAL 1953, III, p. 117.

73. Al-Ġūdī, *Tārīḥ quḍāt al-Qayrawān*, p. 45-56.

74. TALBI 1968, p. 11.

de cette tâche ⁷⁵. Le même système fut de mise à l'époque fatimide (297-361/909-971), lorsque l'Ifrīqiya devint le siège d'un califat ⁷⁶. Ces nominations étaient fondées sur le principe de la délégation, car le prince disposait de tous les pouvoirs, et notamment de la justice. Cette situation put maintenir le cadi dans une position de dépendance vis-à-vis du déléguant ⁷⁷.

Une fois nommé, le cadi de la capitale déléguait à son tour une partie de ses pouvoirs à des juges secondaires, à savoir les *qādī-s al-kūra* (cadi de province) comme celui de Sfax en Ifrīqiya ⁷⁸, celui de Jaén ou de Beja en al-Andalus ⁷⁹, le *ḥākim al-ḡiha al-ba'ida* cadi du district éloigné ⁸⁰, le *ḥākim*, le *muḥtasib* et les cadis à compétence limitée, ce qui put engendrer une certaine coopération entre ces différents magistrats. Il arrivait parfois que l'émir intervienne dans ces nominations : ainsi l'Aghlabide Ibrāhīm II désigna-t-il le cadi de Tripoli Abū l-Aswad Mūsā al-Qaṭṭān (m. 306/918) ⁸¹. À l'époque ḥafside, ce genre d'intervention devint la règle ⁸².

En tenant compte de la nomination des cadis régionaux, nous remarquons l'importance grandissante que prend l'intervention des émirs dans le domaine judiciaire à mesure que le temps passe. La situation à l'époque aghlabide, lorsque les cadis régionaux sont généralement nommés par le grand cadi, diffère de celle de l'époque ḥafside, où ils sont en général nommés par le prince, ce qui affecte l'autorité du grand cadi ḥafside, et engendre un climat de tension entre les magistrats ⁸³. Une question s'impose donc : comment les juristes procédèrent-ils pour préserver l'autorité du cadi ?

Mesures pour renforcer l'autorité du cadicat

Deux types de mesures furent prises : les premières relèvent de la théorie – voire ont une coloration idéologique –, les secondes de la pratique.

75. Sur ce point et concernant l'Égypte ṭulūnide et iḥšīdide, voir TILLIER 2011, p. 208-221.

76. DACHRAOUI 1981, p. 404-405.

77. Voir TYAN 1938-1943, I, p. 148-149, où l'auteur traite de l'évolution de la notion de *niyāba* (lieutenance), particulièrement lorsqu'un corps général de droit s'est constitué (à partir du II^e/VIII^e siècle), ce qui a atténué cette dépendance. Voir aussi LAGARDÈRE 1986, p. 137 ; FERHAT 1994, p. 58 ; FIERRO 1994, p. 109.

78. Al-Burzulī, *Ġāmi'*, IV, p. 56.

79. Ibn Ruṣd, *Masā'il Ibn Ruṣd al-Ġadd*, II, p. 1215 ; LÉVI-PROVENÇAL 1953, III, p. 50.

80. Les juristes mālikites sont partagés quant à la désignation de ces cadis sans la consultation et l'accord du souverain. Ibn 'Abd al-Ḥakam, contrairement à Ibn Faṭḥūn et à al-Matīṭī, considère que cet accord est nécessaire (al-Burzulī, *Ġāmi'*, IV, p. 26-27).

81. TALBI 1968, p. 364.

82. C'est le souverain qui nommait les cadis de provinces en al-Andalus (LÉVI-PROVENÇAL 1953, III, p. 117), en Ifrīqiya à l'époque ḥafside (BRUNSCHVIG 1947, II, p. 119-120) et au Maroc à l'époque mérinide (POWERS 2002, p. 18). D'après Ibn Abī Zayd al-Qayrawānī (m. 386/996), il est permis aux autorités des petites localités – à savoir le caïd ou le cheikh du village – de rendre la justice, à condition qu'il n'y ait pas de cadi (al-Qāḍī 'Iyāḍ et son fils Muḥammad, *Maḍāhib al-ḥukkām*, p. 36).

83. R. Brunschvig cite un exemple pertinent de rivalité entre le *qādī al-ḡamā'a* de la Tunis ḥafside et celui des mariages (BRUNSCHVIG 1940-47, II, p. 119).

Même quand les cadis étaient nommés avec compétence générale, les mālikites définirent les domaines qui leur étaient interdits : la collecte du *ḥarāğ* (impôt foncier), celle de la *zakāt* (aumône légale), la direction de la prière du vendredi et de celles des fêtes canoniques⁸⁴. Al-Nubāhī ajoute la guerre sainte⁸⁵ ; Ibn Farḥūn exclut de leurs compétences le partage du butin, la répartition des revenus du Trésor public entre les services de l'État, l'application des peines légales (*ḥudūd*), la lutte contre les rebelles, le partage des concessions foncières et minières. Le cadi n'a pas droit de regard sur ces domaines, à moins qu'il ait une permission spéciale du souverain⁸⁶. D'après al-Burzulī (m. 841/1438), le cadi peut intervenir dans les litiges relatifs aux levées d'impôts (*ğibāyāt*) si ces derniers sont légaux, mais non à ceux qui concernent les *mukūs* (droits de marché, droits d'entrée) qui relèvent du *takmil al-ẓulm*, le fait d'aider autrui à commettre des injustices. Il évoque également une coutume tunisoise consistant à distribuer des bons d'acquittement de l'impôt que l'on pouvait présenter au cadi en cas de litige⁸⁷. La définition par les juristes de domaines interdits au cadi montre qu'ils concevaient une séparation entre deux domaines, l'un relevant plutôt de l'exécutif et l'autre d'un champ judiciaire considéré comme distinct.

Mesures théoriques

Les juristes mālikites émirent un certain nombre de fatwas (consultations juridiques) et proposèrent plusieurs règles destinées à présenter le cadi – et particulièrement le grand cadi – comme le principal défenseur de la Loi (*šarʿ*). Le cadi respectait mieux que quiconque les règles de la loi religieuse lors de ses audiences. Les autres magistrats, comme le *šāhib al-ḥisba* (prévôt du marché), l'*amīn al-aswāq* (intendant des marchés), le *ḥākim al-layl* (préfet des vigiles), ou encore le *ḥākim al-faḥṣ* (le cadi du district rural)⁸⁸, ne respectaient pas le *šarʿ*. Selon ces fatwas, ces juges rendent leurs jugements sur la base de la physiognomonie, de fausses interprétations et de leurs passions. Il s'agit de juges injustes qui spolient les biens de la population⁸⁹. Ni eux ni leurs agents à la campagne – à savoir les témoins instrumentaires –, n'accomplissent les prières obligatoires ni ne s'acquittent de la *zakāt* (aumône légale) comme le recommande le *šarʿ*⁹⁰ ; leurs secrétaires ignorent même l'art du notariat⁹¹. Ces critiques concernent également le préfet de la ville.

84. Al-Māwardī, *al-Aḥkām*, p. 141.

85. Al-Nubāhī, *Marqaba*, p. 6.

86. Ibn Farḥūn, *Tabṣira*, I, p. 12.

87. Al-Burzulī, *Ğāmiʿ*, V, p. 209.

88. *Faḥṣ* désigne toute terre plate (Ibn Manẓūr, *Lisān*, V, p. 97). Il signifie aussi le territoire de la ville, que l'on peut rapprocher de la *pertica* romaine (ḤASAN 1999, I, p. 84). Il est donc possible de traduire *ḥākim al-faḥṣ* par « cadi du district rural ».

89. Al-Burzulī, *Ğāmiʿ*, IV, p. 48 ; al-Wanšarīsī, *Miʿyār*, X, p. 101.

90. Fatwa de Saḥnūn (m. 240/854) (Muḥammad b. Saḥnūn, *al-Ağwiba*, p. 131). Rappelons que le témoignage du villageois contre le citadin, d'après les mālikites, est caduc (al-Burzulī, *Ğāmiʿ*, IV, p. 56-57 ; al-Wanšarīsī, *Miʿyār*, VI, p. 213).

91. Fatwa d'Abū l-Ḥasan al-Ṣuġayir (m. 719/1319) (al-Wanšarīsī, *Miʿyār*, VI, p. 114).

Muḥammad b. Faraġ classe en trois catégories le niveau de crédibilité des décisions de justice, en fonction de leurs auteurs :

- Celles qui sont rendues par les cadis des capitales et des grandes villes sont exécutoires (*māḍiya*) tant qu'aucune injustice n'est commise.
- Celles rendues par les cadis des *kuwar* (sing. *kūra*, province) sont suspectes, et l'on doit s'informer sur leurs auteurs.
- Celles rendues par les préfets de villes doivent être présumées injustes, « tout comme le bassin des pigeons est supposé impur »⁹².

Autrement dit, seules les décisions des grands cadis sont fiables⁹³. De là découle en partie la classification de la justice islamique en deux catégories évoquée ci-dessus : justice religieuse et justice séculière. Cette classification ne recoupe néanmoins que très partiellement la réalité.

D'un côté, Le respect du *šar'* par le grand cadi n'implique pas que ce dernier ne prenne pas compte du *'urf* (coutume). Certains juristes mālikites estiment que le *'urf* fait partie des *uṣūl al-fiqh*, les sources du droit. De la sorte, la thèse de la bipolarisation avancée par certains auteurs entre le cadi – prisonnier des règles de la loi religieuse – et les autres magistrats – tels le juge des *maẓālim*, le préfet de police ou le *muḥtasib*, qui prononcent leurs arrêts conformément au *'urf* –, devient discutable⁹⁴. La prise en considération du *'urf* par le cadi lui permet d'exercer la judicature avec plus de liberté.

Par ailleurs, les institutions dites « séculières » traitaient également des affaires tombant sous le coup de la loi religieuse. Les juristes mālikites y voient un problème susceptible d'entraver l'activité du cadi en empiétant sur ses attributions. Il s'agit du recours abusif aux autres magistrats comme le sultan (autorité), le préfet des vigiles, ou encore le *muḥtasib*. Si un tel recours cause un préjudice matériel au défendeur, ou provoque son emprisonnement, le demandeur doit subir du cadi un rude châtement corporel⁹⁵ – sans pour autant que le cadi l'oblige à compenser le préjudice matériel⁹⁶. Déplorant un tel recours, Abū 'Abd Allāh al-Māzarī (m. 536/1141) affirme qu'il était chose fréquente ; il l'explique par la faiblesse des cadis à rétablir les droits. Les autres magistrats, d'après

92. Al-Burzulī, *Ġāmi'*, IV, p. 44. Ce dénigrement concerne également les juristes de la campagne. Ce sont des ignorants d'après al-Burzulī (*Ġāmi'*, I, p. 128-129). Voir aussi al-Dardīr, *Šarḥ*, II, p. 1395.

93. Ibn Rušd (m. 520/1126) dit qu'il est louable que le cadi soit nommé parmi les natifs de sa ville (*baldī*). Ibn 'Abd al-Salām (m. 749/1348), le cadi de Tunis, précise que cette recommandation est louable quand il s'agit du grand cadi, mais blâmable quand il s'agit du cadi de la *kūra*, province, en raison du risque de népotisme (al-Burzulī, *Ġāmi'*, IV, p. 56-57). C'est pour cela qu'il a nommé al-Qallāl comme cadi à al-Ḥamma et non pas à Sfax, contrairement à la demande du cadi de Kairouan, Abū-l-Qāsim Aḥmad al-'Arabī. Ibn 'Abd al-Salām justifie son geste comme suit : « On m'a informé qu'al-Qallāl a un oncle maternel à Sfax ». Cet exemple montre bien que la désignation de ce cadi ne fut pas toujours commandée par le souverain.

94. Voir par exemple al-Māwardī, *al-Aḥkām*, p. 392 ; HOPKINS 1980, p. 233 ; LÉVI-PROVENÇAL, « *Shurṭa* », *EI*¹, Supplément (1938), p. 221.

95. Ce genre de punition est devenu une pratique courante à Tunis à l'époque d'al-Burzulī (m. 841/1438) (al-Burzulī, *Ġāmi'*, IV, p. 48).

96. D'après Ibn Abī Zayd (m. 386/996), alors qu'Ibn Muḥriz (m. 655/1257) et Abū Sa'īd b. Lubd (m. 782/1381) exigent un dédommagement. Al-Burzulī, *Ġāmi'*, VI, p. 131 ; al-Wanšarīsī, *Mi'yār*, VIII, p. 443-444.

al-Burzulī, « ont plus d'expérience et de prestige, d'autant plus qu'il est difficile d'avoir accès au tribunal du cadi. Si le plaignant y parvient, il aura à souffrir de la lenteur et de la bureaucratie à cause du grand nombre d'agents, ce qui peut lui causer l'oubli de sa preuve. Si des circonstances semblables sont réunies, et si le demandeur est sûr que le défendeur ne subit pas d'injustice, il pourra recourir au gouverneur. Mon maître [Ibn 'Arafa] n'y voyait pas d'inconvénient et le faisait pour préserver quelques-uns de ses droits ⁹⁷. »

À travers ces propos, al-Burzulī ne cherche pas à convaincre les gens de recourir aux magistrats secondaires. Il semble plutôt qu'il cherche à mettre en lumière la crise du cadicat ḥafside et à diagnostiquer ses faiblesses, à savoir la bureaucratie, le formalisme et la concurrence des autres magistratures. Il avise les gens de cette réalité et précise que le recours à ces dernières ne peut avoir lieu que si elles font preuve de justice, et doit se limiter à quelques cas puisque le mufti Ibn 'Arafa (m. 803/1401) le faisait pour la préservation de quelques-uns de ses droits. Il est d'ailleurs possible de rattacher le comportement du mufti à la période du cadicat d'Ibn Bādīs al-Qusanṭīnī. Lors de la désignation de ce dernier comme *qāḍī al-ḡamā'a* à Tunis, « Ibn 'Arafa demanda au sultan que ce cadi n'ait pas droit de regard sur sa juridiction, son école et ses propriétés » ⁹⁸. Il est possible que cette position témoigne du mépris d'Ibn 'Arafa pour la personne du nouveau cadi – à moins qu'elle ne soit dictée par le jeu des intérêts. Ibn 'Arafa adopta une attitude plus sévère encore vis-à-vis d'Ibn Ḥaldūn (m. 808/1406) lorsque ce dernier fut nommé cadi des mālikites au Caire. ⁹⁹

Même si les décisions rendues par les magistratures secondaires sont rapides et efficaces, cela ne suffit pas pour justifier l'absence de recours au cadi. Peut-on hasarder que les juristes tenaient un double discours ? Cela n'est pas impossible. Il arrivait que le souverain intervienne dans des procès que le cadi était en train d'examiner. Les juristes essayèrent de mettre de l'ordre dans ce genre d'intervention. Aşbağ b. al-Farağ (m. 225/839) estime que si le cadi n'a pas encore tiré ses conclusions, il peut mettre fin au procès ; dans le cas contraire, il doit le poursuivre malgré l'intervention du souverain. À titre d'exemple, al-Burzulī cite Saḥnūn, le cadi de Kairouan (234-240/848-854), qui intervint et se dressa contre l'émir aghlabide Muḥammad b. al-Ağlab (r. 226-242/841-856). Afin de punir les habitants de cette ville qui s'étaient révolté, l'émir envoya le commandant de l'armée qui captura des femmes et les fit prisonnières. Saḥnūn libéra ces « captives de Tunis » (*sabyu Tūnis*) et refusa de les remettre à leur ravisseur ¹⁰⁰.

97. Al-Burzulī, *Ġāmi'*, IV, p. 48, 49 ; al-Wanṣarīsī, *Mi'yār*, X, p. 101. Voir aussi Ibn 'Azzūm, *Ağwiba*, V, p. 332.

98. Al-Burzulī, *Ġāmi'*, IV, p. 27. D'après les mālikites et les šāfi'ites, ce genre d'exemption est valable juridiquement, puisque le souverain a le droit de nommer un cadi tout en limitant ses compétences. Le souverain peut même le désigner temporairement, afin qu'il se prononce sur un procès spécifique. Abū Ḥanīfa n'est pas de cet avis. Il considère que la magistrature ne peut être valide qu'à condition de disposer d'une compétence générale (al-Māwardī, *al-Aḥkām*, p. 141, 143 ; al-Ḥurašī, *Ḥāšiya* à la marge du *Šarḥ* cité ci-dessus, VII, p. 487).

99. Il pense que cette nomination dévalorise la judicature (ABŪ ZUHRA 1962, p. 634).

100. Al-Burzulī, *Ġāmi'*, IV, p. 26 ; TALBI 1968, p. 112-114. On peut citer un exemple semblable à propos du cadi andalou 'Abd al-Raḥmān b. Ṭarīf al-Yaḥṣubī, à l'époque de 'Abd al-Raḥmān b. Mu'āwiya (r. 138-172/756-788) (al-Ḥuṣanī, *Quḍāt*, p. 65). Voir aussi Ibn Farḥūn, *Tabṣira*, I, p. 41.

Mesures pratiques

D'autres mesures d'ordre pratique furent prises pour renforcer le pouvoir du cadi. Elles furent initiées par certains cadis, notamment Saḥnūn, cadi de Kairouan (234-240/848-854). En accédant à la judicature, Saḥnūn s'attribua un droit de regard sur les affaires du marché. Il nomma les cadis de provinces, à savoir le ḥanafite Sulaymān b. 'Imrān (m. 270/883) à Béja, Laribus et Bougie. Son attitude contribua par ailleurs au renforcement des compétences du cadi. Il s'opposa à la présence d'un conseil de juristes pendant l'audience accordée aux parties, sous prétexte qu'elle l'empêchait de se concentrer¹⁰¹. Il considérait également que la présence de deux témoins instrumentaires n'était pas nécessaire pour prononcer le verdict¹⁰². Il estimait que le cadi pouvait se prononcer sur la base de sa connaissance du litige (*'ilm al-qāḍī*)¹⁰³. Contrairement à Mālik et à Ibn al-Qāsim, il se montrait favorable à l'idée de rendre un jugement contre une partie absente, et ceci dans tout type de litige¹⁰⁴. Il soutint Mālik, qui autorisait le cadi à employer des moyens contraignants contre certaines catégories sociales¹⁰⁵. Il livra d'ailleurs son prédécesseur, Ibn Abī l-Ġawād, à la torture jusqu'à la mort, parce qu'il avait refusé d'avouer avoir reçu une *wadī'a* (objet en dépôt) qu'il s'était apparemment appropriée¹⁰⁶. Par cet arsenal de mesures et d'opinions, Saḥnūn devint un homme si puissant que cela irrita l'émir aghlabide Muḥammad b. al-Aġlab (r. 226-242/841-856), sans que ce dernier ose le révoquer. Pour le neutraliser, il désigna un second cadi à ses côtés, al-Ṭubnī, et obligea les parties plaignantes à se diriger vers ce dernier¹⁰⁷.

Saḥnūn prépara la voie à l'apparition de prestigieux cadis mālikites en Occident musulman médiéval. Son disciple 'Abd Allāh b. Ṭālib (m. 275/888) fut plus tard pris pour modèle : il contrôlait les gouverneurs et les agents du fisc, et se vit même chargé de leur

101. Mālik b. Anas n'est pas de cet avis (Ibn Abī Zayd, *Nawādir*, VIII, p. 18).

102. Contrairement à l'avis de Mālik et de 'Abd al-Raḥmān b. al-Qāsim (m. 191/806) (al-Bāġī, *Fuṣūl al-aḥkām*, p. 132).

103. Contrairement à l'avis d'Ibn al-Qāsim et de Aṣḥab b. 'Abd al-'Azīz (m. 204/819) (al-Bāġī, *al-Muntaqā*, V, p. 186 ; Ibn Farḥūn, *Tabṣira*, I, p. 134).

104. Ibn Ruṣd, *al-Bayān wa-l-taḥṣīl*, IX, p. 180 ; Ibn Farḥūn, *Tabṣira*, I, p. 69 ; al-Burzulī, *Ġāmi'*, IV, p. 93.

105. Ibn Abī Zayd, *Nawādir*, XIV, p. 467.

106. Ibn Abī Zayd, *Nawādir*, X, p. 298 ; TALBI 1968, p. 106-107 ; al-Burzulī, *Ġāmi'*, IV, p. 62 ; al-Wanṣarīsī, *Mi'yār*, II, p. 403 ; al-Ġūdī, *Quḍāt*, p. 69-70, note 4. C'est ce qui a permis à Hopkins de dire que les juristes mālikites affirmaient que le cadi pouvait agir suivant la *siyāsa*, règles d'une jurisprudence adaptée aux contingences politiques du moment, ou suivant les méthodes du préfet de police (HOPKINS 1980, p. 239-240). Voir aussi TYAN 1943-1947, II, p. 5 ; LÉVI-PROVENÇAL 1953, III, p. 126 ; DJAÏT 1988, p. 3102. Cette donnée nous permet à notre tour de nuancer la vision couramment admise d'un grand formalisme de la procédure du cadi « religieux », qui reposerait essentiellement sur le jeu des témoignages et des serments. Voir par exemple IDRIS 1962, II, p. 548, qui qualifie la justice du cadi « d'esclave de la procédure canonique ». À côté du témoignage oral, B. Johansen a mis en lumière l'importance de la preuve matérielle dans la procédure judiciaire musulmane (JOHANSEN 1990, p. 11 et note 31 ; JOHANSEN 1999, p. 185).

107. TALBI 1968, p. 114.

désignation et de leur révocation ¹⁰⁸. Il exhorta d'ailleurs l'un de ses cadis de province « à contrôler les caïds ¹⁰⁹ ». Les cadis de l'époque almoravide furent pas moins puissants : ils avaient non seulement le droit de contrôler les gouverneurs, mais pouvaient aussi les punir en suspendant leurs soldes et confisquant leurs biens ¹¹⁰. Cette prééminence entamait même l'autorité des vizirs, si l'on croit Ibn 'Abdūn. D'après lui, le vizir devait tenir le cadi informé des événements de la scène politique afin que le magistrat puisse prodiguer ses conseils au souverain. Ce dernier, accompagné de son ministre, devait rendre visite au cadi qui simulait la maladie, afin que son prestige soit rehaussé parmi les fonctionnaires de l'État ¹¹¹. C'est également à cette époque que le cadi parvint à monopoliser des fonctions qui étaient auparavant assignées à d'autres magistrats comme le *ṣāhib al-radd*, le *ṣāhib al-maẓālim* et le *muḥtasib* ¹¹². Si Vincent Lagardère explique le renforcement du pouvoir du cadi almoravide par « l'affirmation du caractère religieux de la fonction cadiale ¹¹³ », Halima Ferhat, citant Claude Cahen, rattache cette évolution au développement du *fiqh*. Elle voit dans le cadi 'Iyāḍ (m. 544/1149) le modèle par excellence d'un cadi maghrébin du XIII^e siècle ¹¹⁴. Rachid El-Hour la considère quant à lui comme liée à la puissance des familles d'élites andalouses auxquelles appartenaient un grand nombre de cadis ¹¹⁵.

Si l'on ajoute à toutes ces données que le rôle du cadi mālikite ne se limitait pas à chercher un compromis entre les parties plaignantes, contrairement à ce que pensent certains chercheurs ¹¹⁶, et qu'il jouissait effectivement de la compétence de trancher, il apparaît que le rôle du cadi était loin d'être fantôme. Il convient donc de nuancer la thèse de Maurice Gaudéfroy-Demombynes, qui voit dans le cadi un subordonné inconditionnel du souverain. Robert Brunschvig semble confirmer cette thèse, puisqu'il écrit : « Le cadi n'était qu'une émanation de la puissance souveraine et demeurait étroitement subordonné au sultan ¹¹⁷. »

Réfléchissant à cette question, Mathieu Tillier fait la distinction entre cadis d'Orient et ceux de l'Occident musulman. Il note que « le rôle et les attributions d'un cadi égyptien

108. Al-Mālikī, *Riyāḍ al-nufūs*, I, p. 476 ; TALBI 1968, p. 223 ; Ibn Farḥūn, *Tabṣira*, I, p. 13. Le cadi d'Elvira, en al-Andalus, Muḥammad b. 'Abdallāh b. Yahyā (m. 339/950), fut investi des mêmes attributions (al-Qāḍī 'Iyāḍ, *Tartīb al-madārik*, IV, p. 407). L'exemple du *qāḍī al-ḡamā'a* Abū l-'Abbās Aḥmad b. Ḍakwān (m. 413/1022) est plus célèbre. Il fut le premier en al-Andalus à cumuler la grande magistrature et la charge de vizir (al-Qāḍī 'Iyāḍ, *Tartīb*, IV, p. 664). À la période des Taifas, certains cadis devinrent des rois (FIERRO 1994, p. 71-116).

109. Al-Burzulī, *Ġāmi'*, IV, p. 13.

110. EL-HOUR 2000, p. 76-77.

111. Ibn 'Abdūn, « Traité », p. 204-205.

112. SERRANO 2000, p. 189, 231. FATĤA 1999, p. 46, est d'un autre avis. Pour expliquer l'absence de la fonction de *ṣāhib al-radd* dans les sources marocaines, il suppose qu'elle a été attribuée au *ṣāhib al-maẓālim*. Ce serait pour cette raison qu'un nom composé apparaît dans les sources tardives, celui de *mutawallī li-radd al-maẓālim*.

113. LAGARDÈRE 1986, p. 135-136.

114. FERHAT 1993, p. 131-132.

115. EL-HOUR 2000, p. 77, 83 ; FIERRO 1994, p. 106.

116. Voir HENTATI 2007, p. 180-203.

117. BRUNSCHVIG 1943-1947, II, p. 251.

n'étaient pas exactement les mêmes que ceux d'un cadi andalou ¹¹⁸ ». Ce dernier, d'après Évariste Lévi-Provençal, « tient jalousement à son indépendance ¹¹⁹ ». Comparant le cadi mālikite à son homologue ismā'īlien, Ferhat Dachraoui parle même « d'indépendance du premier » et de sa « liberté d'application », tandis que le second se trouvait « dans une dépendance totale du pouvoir ¹²⁰ ».

En réalité, et comme le constate Ibn Qayyim al-Ğawziyya, les compétences du cadi variaient en fonction de plusieurs facteurs : les circonstances, le *'urf* (coutume) et les clauses contenues dans son diplôme d'investiture ¹²¹. On peut en ajouter d'autres : la nature de la personnalité du cadi ¹²², celle du prince, l'école juridique professée, en plus de la nature de la situation socio-économique de la province.

Conclusion

Le cadi était loin de monopoliser l'exercice de la justice, et l'Islam vit se développer plusieurs juridictions concurrentes. Ces juridictions se multiplient avec le temps, à tel point qu'il est difficile de déterminer leur nombre exact ¹²³. Cette évolution contribua certainement à l'affaiblissement du cadi. Le pluralisme judiciaire engendra des chevauchements de compétences juridictionnelles. Assez tôt, certains juristes comme al-Māwardī (m. 450/1058) tentèrent de délimiter leurs attributions. Mais ces tentatives ne furent pas toujours en parfaite adéquation avec la pratique.

Conscients de l'importance du rôle du cadi dans la sauvegarde du *šar'*, les juristes mālikites cherchèrent à défendre ce magistrat menacé de tous bords : entravé, au niveau supérieur, par le jeu de la délégation-mandat imposé par le souverain, il se trouvait aussi, bien souvent, dépouillé de plusieurs de ses compétences, soit par des cadis secondaires aux attributions limitées, soit par les magistratures concurrentes.

Les sources soulignent le caractère religieux de la juridiction du cadi pour mieux le défendre face aux institutions concurrentes, qualifiées de non respectueuses du *šar'*. Ces dernières, à savoir celle des *maẓālim*, celle du préfet de police ou celle du *muḥtasib*, prononceraient leurs arrêts suivant le *'urf* (coutume), contrairement au cadi qui, de son côté, respecterait le *šar'*. Certains chercheurs se sont inspirés de cette bipolarisation pour classer les magistratures en deux catégories : certaines seraient « religieuses », d'autres « séculières », d'autres enfin « semi-séculières ». Cette vision, qui correspondrait plutôt

118. TILLIER 2009, p. 61.

119. LÉVI-PROVENÇAL 1953, III, p. 123.

120. DACHRAOUI 1981, p. 415.

121. Cité par Ibn Farḥūn, *Tabṣira*, I, p. 12.

122. Sa formation scientifique pouvait jouer un rôle : un cadi mal formé et accédant à son poste par des moyens douteux aggravait sa dépendance. Ainsi, Al-Wanšarīsī (m. 914/1508) qualifie un certain nombre de cadis de son époque d'« ignorants » (al-Wanšarīsī, *Mi'yār*, II, p. 492).

123. B. Johansen a dénombré sept juridictions (voir *supra*).

à l'Occident chrétien médiéval, gagnerait à être nuancée. En effet plusieurs éléments montrent que la justice du *cadi* ne reposait pas sur des fondements purement religieux, pas plus que celle des autorités concurrentes n'était fondée sur une appréhension purement séculière de la justice. Comme les juridictions dites « séculières », les *cadis* *mālikites* (en particulier) tenaient compte de la coutume dans leurs décisions. La torture dans le but d'extorquer des aveux est généralement conçue comme réservée aux préfets de police et à d'autres magistrats. Bien que les sources soulignent le côté formaliste de la procédure mise en œuvre par le *cadi* « religieux », procédure qui repose essentiellement sur l'alternance des témoignages et des serments, le *mālikisme* lui permet pourtant d'employer lui aussi de tels moyens contraignants contre certaines catégories sociales. Un certain nombre de magistrats « séculiers » étaient recrutés parmi les juristes, comme le *muḥtasib*. De leur côté, certains *cadis* exercèrent aussi la fonction de préfet de police, particulièrement en Égypte ¹²⁴. En al-Andalus également, il y eut des cas de cumul de ces deux magistratures, par exemple en 367/977 ¹²⁵. Si l'on en croit al-Wanšarīsī (m. 914/1508), le *cadi* andalou Abū'Alī Ḥasan b. Ḍakwān avait auparavant été préfet de police et prévôt du marché ¹²⁶.

Sans tomber dans l'exagération de M. Gaudetroy-Demombynes, qui voit dans le *cadi* un subordonné inconditionnel du souverain, il apparaît que les *cadis* de l'Occident musulman médiéval parvinrent à frayer leur chemin, non sans difficultés, et à s'affirmer. Ce phénomène eut lieu tout particulièrement à l'époque aghlabide et sous les Almoravides. À l'époque ḥafside, en revanche, le *cadicat* se fragmenta, avec l'apparition de *cadis* aux compétences limitées, et son affaiblissement s'accrut encore avec l'affirmation progressive du rôle du *mufti*.

Bibliographie

Sources

- Al-Bāḡī, *al-Muntaqā fī šarḥ Muwaṭṭa' imām dār al-ḥiḡra*, Le Caire, Maṭba'at al-Sa'āda, 1332/1913, 8 vol.
- Al-Bāḡī, *Fuṣūl al-aḥkām*, éd. Muḥammad Abū l-Aḡfān, Tunisie-Libye, al-Dār al-'arabiya lil-kitāb et al-Mu'assasa al-waṭaniya lil-kitāb, 1985.
- Al-Burzulī, *Ġāmi' masā'il al-aḥkām*, éd. Muḥammad al-Ḥabīb al-Hīla, Beyrouth, Dār al-ḡarb al-islāmī, 2002, 7 vol.
- Al-Dardīr, *al-Šarḥ al-kabīr*, Saīda-Beyrouth, al-Maktaba al-'ašriya, 1427/2006, 2 vol.

124. Al-Kindī, *Kitāb al-wulāt wa kitāb al-quḍāt*, p. 311, 326-327 ; TYAN 1938-1943, II, p. 11 ; MARÍN 1997, p. 530 ; JOHANSEN 1999, p. 179. C'est pour cela qu'Ibn Ḥaldūn classe la *šurṭa* parmi les fonctions religieuses (Ibn Ḥaldūn, *Muqaddima*, p. 148).

125. LÉVI-PROVENÇAL 1953, III, p. 157.

126. Al-Wanšarīsī, *Mi'yār*, X, p. 59. Le Qāḍī 'Iyāḍ (m. 544/1149) cite l'exemple d'Abū l-'Abbās Aḥmad b. 'Abd Allāh b. Ḍakwān (m. 413/1022), qui fut promu de la magistrature d'*al-radd* à celle de la grande judicature de Cordoue (al-Qāḍī 'Iyāḍ, *Tartīb*, IV, p. 662 ; voir un autre exemple cité par Ibn Baškuwāl, *Šila*, I, p. 91).

- Al-Ğūdī, *Tārīḥ quḍāt al-Qayrawān*, éd. Anas ‘Allānī, Tunis-Carthage, Bayt al-ḥikma, 2004.
- Al-Ḥurašī, *Šarḥ al-Ḥurašī*, Saïda-Beyrouth, al-Maktaba al-‘ašriyya, 1427/2006, 8 vol.
- Al-Ḥušanī, *Quḍāt Qurṭuba*, éd. Ibrāhīm al-Abyārī, Beyrouth, Dār al-kitāb al-lubnānī, 1402/1982.
- Ibn ‘Abdūn, « Le traité d’Ibn ‘Abdūn », éd. Evariste Lévi-Provençal, dans *Journal Asiatique*, Avril-juin 1934, p. 176-299.
- Ibn Abī Dīnār, *al-Mu’nis fī aḥbār Ifrīqiya wa-Tūnis*, éd. Muḥammad Šammām, Tunis, al-Maktaba al-‘atīqa, 1967.
- Ibn Abī Zayd al-Qayrawānī, *al-Nawādir wa-l-Ziyādāt*, Beyrouth, Dār al-ġarb al-islāmī, 1999, 15 vol.
- Ibn al-‘Aṭṭār, *Kitāb al-waṭā’iq wa-l-siġillāt*, éd. P. Chalmeta et F. Corriente, Madrid, 1983.
- Ibn ‘Azzūm, *al-Aġwiba*, éd. Muḥammad Ḥabīb al-Hīla, Carthage-Tunis, Bayt al-ḥikma, 2004-2009, 11 vol.
- Ibn Baškuwāl, *al-Šila fī tārīḥ a’immat al-Andalus*, éd. Franciscus Codera, Madrid, Apud Josephum de Rojas, 1882, 2 vol.
- Ibn Farḥūn, *Tabṣirat al-ḥukkām*, Le Caire, Maṭba‘a Muḥammad Afandī Muṣṭafā et Aḥmad al-Ḥalabī, 1302/1884, 2 vol.
- Ibn Ḥaldūn, *al-Muqaddima*, éd. Ḥiġr ‘Āšī, Beyrouth, Dār wa-maktabat al-hilāl, 1983.
- Ibn Ḥaldūn, *al-Ta’rīf bi-Ibn Ḥaldūn wa-riḥlati-hi*, éd. Muḥammad b. Tāwīt al-Ṭanġī, Le Caire, Maṭba‘at laġnat al-ta’līf wa-l-tarġama wa-l-našr, 1370/1951.
- Ibn ‘Idārī, *al-Bayān al-muġrib*, éd. G. S. Colin et E. Lévi-Provençal, Tunisie-Libye, al-Dār ‘arabiya li-l-kitāb, 1983, 4 vol.
- Ibn Manzūr, *Lisān al-‘Arab*, Beyrouth, Dār Šādir, 1997, 7 vol.
- Ibn Rušd, *al-Bayān wa-l-taḥṣīl*, Beyrouth, Dār al-ġarb al-islāmī, 1985, 18 vol.
- Ibn Rušd, *Masā’il Ibn Rušd al-Ġadd*, éd. Muḥammad al-Ḥabīb al-Taġkānī, Beyrouth, Dār al-ġīl, Maroc, Dār al-Āfāq al-ġadīda, 1993, 2 vol.
- Ibn Salmūn, *al-‘Iqd al-munazzim li-l-ḥukkām*, Le Caire, 1302/1884, 2 vol.
- Al-Kindī, *Kitāb al-wulāt wa kitāb al-quḍāt*, éd. Rhuvon Guest, Beyrouth, Maṭba‘at al-ābā’ al-bīḍ al-yasū’iyīn, 1908.
- Al-Mālikī, *Riyāḍ al-Nufūs*, éd. Bašīr al-Bakkūš, Beyrouth, Dār al-ġarb al-islāmī, 1983, 3 vol.
- Al-Māwardī, *Adab al-qāḍī wa-l-quḍāt*, éd. Muḥyī Hilāl al-Sirḥān, Bagdad, Maṭba‘at al-Iršād, 1391/1971, 2 vol.
- Al-Māwardī, *al-Aḥkām al-sulṭāniya*, éd. Ḥālid ‘Abd Allaṭīf al-Sab’ al-‘Almī, Beyrouth, Dār al-kitāb al-‘arabī, 1410/1990.
- Muḥammad b. Saḥnūn, *al-Aġwiba*, éd. Ḥāmid ‘Alwīnī, Tunis, Dār Saḥnūn li-l-našr, 2000.
- Al-Nubāhī, *Kitāb al-marqaba al-‘ulyā*, éd. E. Lévi-Provençal, Le Caire, Dār al-kātib al-miṣrī, 1948.
- Al-Qāḍī ‘Iyāḍ, *Tartīb al-madārik*, éd. Aḥmad Bakīr Maḥmūd, Beyrouth-Tripoli (Libye), Dār maktabat al-ḥayāt-Dār maktabat al-fikr, 1387/1967, 3 vol.
- Al-Qāḍī ‘Iyāḍ et son fils Muḥammad, *Maḍāhib al-ḥukkām*, éd. M. Bencherifa, Beyrouth, Dār al-ġarb al-islāmī, 1997.
- Saḥnūn, *al-Mudawwanaal-kubrā*, Le Caire-Beyrouth, Maṭba‘at al-sa‘āda-Dār Šādir, 1905, 6 vol.
- Al-Tunbuktī, *Nayl al-ibtihāġ*, Le Caire, Maṭba‘at ‘Abd al-Laṭīf Afandī Ḥiġāzī, 1351/1932.
- Al-‘Uqbānī, « *Tuḥfat al-Nāzir* », éd. ‘Alī Šannūfī, *Bulletin d’Études Orientales* 19 (1965-66), p. 138-340.

Al-Wanšarīsī, *al-Mi'yār al-Mu'rib*, éd. Muḥammad Ḥağğī (dir.), Beyrouth, Dār al-ğarb al-islāmī, 1401/1981, 13 vol.

Al-Zawāwī, *Manāqib Mālik*, Le Caire, al-Maṭba'a al-Ḥayriya de Muḥammad Ḥusayn al-Ḥaššāb, 1325/1907.

Références

ABŪ ZUHRA, Muḥammad, 1962, « Ibn Khaldūn wa-l-fiqh wa-l-qaḍā' », dans *A'māl mahrağān Ibn Ḥaldūn al-mun'aqad fī l-Qāhira min 2 ilā 6 yanāyir 1962*, Le Caire, Manšūrāt al-markaz al-qawmī li-l-buḥūth al-iğtimā'iyya wa-l-ğinā'iyya, p. 611-638.

ARIÉ, Rachel, 1990, *L'Espagne musulmane au temps des Nasrides 1232-1492*, Paris, De Boccard.

CHÉRIF, Muḥammad-Hédi, 1980, « Hommes de religion et pouvoir dans la Tunisie de l'époque moderne », *Annales. Histoire, sciences sociales* 35/3-4, p. 580-597. [En ligne] http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ahess_0395-2649_1980_num_35_3_282655

BRUNSCHVIG, Robert, 1940-1947, *La Berbérie orientale sous les Hafsides des origines à la fin du XV^e siècle*, Paris, Adrien-Maisonneuve, 2 vol.

BRUNSCHVIG, Robert, 1976, « Justice religieuse et justice laïque dans la Tunisie des deys et des beys jusqu'au milieu du XIX^e siècle », dans *Études d'islamologie*, Paris, Maisonneuve et Larose, II, p. 219-269.

DACHRAOUI, Ferhat, 1975, « Introduction », dans Yaḥyā b. 'Umar, *Aḥkām al-sūq*, Tunis, Société Tunisienne de Diffusion, p. 9-26.

DACHRAOUI, Ferhat, 1981, *Le Califat fatimide au Maghreb 296-362/909-973. Histoire politique et institutions*, Tunis, Société Tunisienne de Diffusion.

DJAÏT, Hichem, 1968, « La wilāya d'Ifrīqiya au II^e/VIII^e siècle : étude institutionnelle (suite et fin) », *Studia Islamica* 28, p. 79-107.

DJAÏT, Kamāl al-Dīn, 1988, « al-'Urf », *Majallat mağma' al-fiqh al-islāmī*, V, vol. IV, p. 2975-3180.

DOZY, Reinhart, 1927, *Supplément aux dictionnaires arabes*, Leyde, Paris, Librairie orientale et américaine Maisonneuve Frères, 2 vol.

EL-HOUR, Rachid, 2000, "The Andalusian Qāḍī in the Almoravid Period: Political and Judicial Authority", *Studia Islamica* 90, p. 67-83. [Online] <http://www.jstor.org/stable/1596165>

FATHA, Muḥammad, 1999, *al-Nawāzil al-fiqhiya wa-l-muğtama'. Abḥāth fī tāriḥ al-ğarb al-islāmī (min al-qarn 6 ilā 9 hiğrī/12-15 milādī)*, Casablanca, Éditions de la faculté des lettres et des sciences humaines.

FERHAT, Halima, 1993, *Sabta des origines au XV^e siècle*, Rabat, éditions Manāhil-Ministère des affaires culturelles.

FERHAT, Halima, 1994, « Le pouvoir des fuqahā' dans la cité : Sabta du XII^e au XIV^e siècle », *Saber religioso y poder político en el Islam. Actas del Simposio Internacional (Granada, 15-18 octubre 1991)*, Agencia Española de Cooperación Internacional, Madrid, p. 53-70.

FIERRO, Maribel, 1994, "The Qāḍī as Ruler", dans *Saber religioso y poder político en el Islam. Actas del Simposio Internacional (Granada, 15-18 octubre 1991)*, Agencia Española de Cooperación Internacional, Madrid p. 71-116.

GAUDEFRY-DEMOMBYNES, Maurice, 1939, « Notes sur l'organisation judiciaire en pays d'Islam », *Revue des Études Islamiques* 13, p. 109-147.

ḤASAN, 'Alī Ḥasan, 1980, *al-Ḥaḍāra al-islāmiya fī l-Mağrib wa-l-Andalus, 'aṣr al-Murābiṭīn wa-l-Muwaḥḥidīn*, Le Caire, Maktabat al-Ḥānğī.

ḤASAN, Muḥammad, 1999, *al-Madīna wa-l-bādiya fī Ifrīqiya fī l-'ahd al-ḥafṣī*, Tunis, Université de Tunis I.

- HENTATI, Nedjmeddine, 2007, « Mais le cadi tranche-t-il ? », *Islamic Law and Society* 14, p. 180-203.
- HOPKINS, J.F.P., 1980, *al-Nuzum al-islāmiya fī l-Mağrib fī l-qurūn al-wustā*, trad. arabe par Amīn Tawfīq al-Ṭībī, Libye-Tunisie, al-Dār al-‘arabiya li-l-kitāb.
- IDRIS, Hady Roger, 1962, *La Berbérie orientale sous les Zirides x^e-XII^e siècle*, Paris, Adrien-Maisonneuve, 2 vol.
- JOHANSEN, Baber, 1990, « Le jugement comme preuve. Preuve juridique et vérité religieuse dans le droit islamique hanéfite », *Studia Islamica*, 72, p. 5-17. [En ligne] <http://www.jstor.org/stable/1595773>
- JOHANSEN, Baber, 1999, « La découverte des choses qui parlent. La législation de la torture judiciaire en droit musulman (XIII^e-XIV^e siècles) », *Enquête* 7, p. 175-202.
[En ligne] <http://enquete.revues.org/1576>
- LAGARDÈRE, Vincent, 1986, « La haute judicature à l’époque almoravide en al-Andalus », *al-Qantara* 7, p. 135-228.
- LÉVI-PROVENÇAL, Évariste, 1953, *Histoire de l’Espagne musulmane*, Paris, Maisonneuve, 3 vol.
- LÉVI-PROVENÇAL, Évariste, 1932, *L’Espagne musulmane au x^e siècle, institutions et vie sociale*, Paris, Maisonneuve et Larose,
- MARÍN, Manuella, 1997, « *Shurṭa* », *El²*, IX, p. 530-531.
- MÜLLER, Christian, 2000a, “Administrative Tradition and Civil Jurisdiction of the Cordovan *ṣāhib al-aḥkām* (I) and (II)”, *al-Qantara* 21, p. 57-84 et p. 307-338.
- MÜLLER, Christian, 2000b, “Judging with God’s Law on Earth: Judicial Powers of the *qāḍī al-ḡamā’a* of Cordoba in the Fifth/Eleventh Century”, *Islamic Law and Society* 7, p. 159-86.
- POWERS, David S., 2002, *Law Society and culture in the Maghreb, 1300-1500*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SERRANO, Delfina, 2000, “Legal Practice in an Andalusi-Maghribi Source from the Twelfth Century CE: the *Maḍāhib al-Ḥukkām fī Nawāzil al-Aḥkām*”, *Islamic Law and Society* 7/2, p. 187-234.
DOI: 10.1163/156851900507625
- SERRANO, Delfina, 2006, “Twelve court cases on the application of penal law under the Almoravids”, dans *Dispensing Justice in Islam. Qāḍīs and their Judgments*, éd. Muhammad Khalid Masud, Rudolph Peters and David S. Powers, Leyde-Boston, p. 473-493.
- SCHACHT, Joseph, 1983, *Introduction au droit musulman*, trad. Paul Kempf et Abdelmajid Turki, Paris, Maisonneuve et Larose.
- TALBI, Muhammad et CAHEN, Claude, 1967, « *Ḥisba*, I. Généralités », *El²*, III, p. 503-505.
- TALBI, Muhammad (éd.), 1968, *Biographies aghlabides extraites des Madārik du Cadi ‘Iyād*, Tunis, Publication de l’Université de Tunis.
- TILLIER, Mathieu, 2009, *Les cadis d’Iraq et l’État abbasside (132/750-334/945)*, Damas, Presses de l’Ifpo (PIFD 235). [En ligne] <http://books.openedition.org/ifpo/673>
- TILLIER, Mathieu, 2011, “The Qāḍīs of Fuṣṭāṭ-Miṣr under the Tūlūnids and the Ikhshīdids: the Judiciary and Egyptian Autonomy”, *Journal of the American Oriental Society* 131/2, p. 207-222.
[Online] <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00641964>